



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 17/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IRIS OHYAMA

Parc d'activité Le Levant
Avenue Marguerite Perey
77127 Lieusaint

Référence : E4/24- 1023
Code AIOT : 0006520865

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement IRIS OHYAMA implanté Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint. L'inspection a été annoncée le 02/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu dans le cadre de l'action régionale coup de poing « Visites équipements sous pression par les inspecteurs des installations classées non spécialistes » se déroulant de mi-mars à mi-mai 2024. À cette occasion, le respect des obligations de l'exploitant vis-à-vis de l'entretien et du suivi des équipements sous pression du site a été contrôlé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IRIS OHYAMA
- Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint
- Code AIOT : 0006520865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IRIS OHYAMA France a bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 en date du 03/05/2018 l'autorisant à exploiter une usine de fabrication de mobilier plastique et son centre logistique situés ZA du Parc du Levant à LIEUSAIN.

Elle a également bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/045 du 05/07/2019 de prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation de silos de stockage de matières premières

plastiques sur le site de LIEUSAIN.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective, Demande de	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	appareils à pression		justificatif à l'exploitant	
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
5	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement, article R. 557-14-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des manquements ont été constatés par rapport aux obligations de suivi et d'entretien des équipements sous pression.
L'exploitant s'est engagé à mettre en place des actions pour se mettre en conformité et a d'ores et déjà engagé les démarches.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a présenté une liste des équipements sous pression du site (ESP), réalisée par l'APAVE

<p>début 2024. Elle contient les éléments demandés par l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Cependant, lors de la visite terrain, des incohérences ont été relevées entre la liste et les équipements présents sur site et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'équipement COMP 1, à l'arrêt, apparaît comme en fonctionnement sur la liste, - un sécheur, à l'arrêt, ne figure pas sur la liste.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour la liste des ESP et transmettre à l'inspection dès réalisation, la nouvelle liste.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des ESP indique pour chaque équipement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la période entre deux inspections périodiques (48 ou 36 mois) ; - la date de la précédente inspection périodique (correspondant à la date de mise en service) ; - la date de la prochaine inspection périodique ; - le type d'équipement (récipient, générateur de vapeur avec ou sans présence humaine, appareil à couvercle amovible à fermeture rapide, tuyauterie). <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser les inspections périodiques des ESP. Ces dernières seront réalisées dans les meilleurs délais, l'exploitant ayant reçu un devis de l'APAVE du 12/04/2024. L'exploitant a précisé être en attente d'une réponse de l'APAVE suite à ce devis, le document présentant des incohérences quant aux ESP du site à contrôler et aux échéances</p>

<p>réglementaires d'inspections périodiques. Les inspections périodiques ne sont donc pas réalisées dans les délais réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un délai d'un mois : justifier de la programmation des inspections périodiques des ESP par la transmission de devis signés ; - dans un délai de quatre mois : justifier de la réalisation des inspections périodiques des ESP par la transmission des compte-rendus associés.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus, intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des comptes-rendus d'inspection périodique pour les ESP du site. Il n'est donc pas possible de constater la présence ou l'absence de non-conformités sur les ESP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dès réception, les comptes-rendus d'inspections périodiques des ESP du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des ESP indique pour chaque équipement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la période entre deux requalifications périodiques qui est fixée à dix ans. Le site ne dispose pas de plan d'inspection. - la date de la précédente requalification périodique (correspondant à la date de mise en service) ; - la date de la prochaine requalification périodique ; - le type d'équipement (récipient, générateur de vapeur avec ou sans présence humaine, appareil à couvercle amovible à fermeture rapide, tuyauterie). <p>Les échéances réglementaires de requalification périodique n'étant pas arrivées à leur terme, l'exploitant n'a pas réalisé les requalifications périodiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : L'état général des équipements est correct. Les revêtements sont en bon état, il n'y a pas de dégradation/déformation apparente et l'état des supports est satisfaisant. En comparant les informations contenues dans la liste des ESP du site et sur l'étiquette des équipements COMP 1 et COMP 2, les éléments suivants sont cohérents : le numéro de série, l'année de fabrication, la pression maximale admissible.
Type de suites proposées : Sans suite

